

# **Des musiciens thaïlandais exilés menacés d'assassinat par la junte militaire de Thaïlande**

dimanche 9 juin 2019, par [ACT4DEM](#) (Date de rédaction antérieure : 21 mai 2019).

## **Un appel urgent pour empêcher l'assassinat par le gouvernement thaïlandais de 6 réfugiés politiques thaïlandais au Laos**



### *Les membres du groupe Faiyen*

Depuis les coups d'Etat militaires de 2006 et 2014 en Thaïlande, il y a environ 50 exilés politiques thaïlandais au Laos, dont la moitié à cause de la loi de lèse-majesté.

La junte thaïlandaise, en particulier depuis le couronnement du nouveau roi, met en place une unité militaire chargée d'éliminer les dissidents thaïlandais exilés. Depuis juin 2016, 8 réfugiés thaïlandais ont disparu. Les 6 derniers cas ont eu lieu au cours des 5 derniers mois, à partir de décembre 2018. Deux corps ont été retrouvés dans la province de Nakhon Phanom, flottant sur le Mékong, menottés, les jambes attachées, les yeux bandés, le ventre ouvert et l'intérieur rempli de ciment dans le but de couler les corps.

Il y a environ 50 réfugiés politiques thaïlandais au Laos, dont 25 personnes en raison de la loi de lèse-majesté. Cela signifie que 16% des exilés politiques thaïlandais au Laos ont été assassinés au cours des deux dernières années. Et si l'équipe d'assassinat déployée au Laos pour tuer le groupe de musiciens Faiyen (6 personnes) réussit, cela voudrait dire que 52% des réfugiés thaïlandais au Laos auraient été éliminés par la junte du général Prayuth, alors que le gouvernement du Laos ne peut rien faire et que l'ONU et les dirigeants mondiaux qui ont juré de respecter les droits de l'homme ne font rien.

Veuillez lire la lettre et aidez-nous à empêcher l'assassinat par la junte thaïlandaise de ces musiciens activistes.

Les exilés politiques thaïlandais ont un besoin urgent de la solidarité internationale,

Je vous remercie,

Junya Lek

Lettre ouverte à :

Michelle Bachelet Jeria

Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

InfoDesk ohchr.org

Filippo Grandi

Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

feller unhcr.org, balde unhcr.org, crisp unhcr.org

Antonio Tajani

Président de l'union européenne

president ep.europa.eu

Président Sauli Niinistö

Bureau du Président de la République de Finlande

kirjaamo tpk.fi

Président Emmanuel Macron

Palais de l'Élysée

contact en-marche.fr

Jyoti Sanghera,

Chef de la section Asie-Pacifique, Genève

Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

jsanghera ohchr.org

Chers Excellences,

Un groupe de musiciens thaïlandais au Laos risquent d'être assassiné par l'État thaïlandais. Ils ont maintenant un besoin urgent de sanctuaire et de protection.

Contexte :

Cinq ans après le coup d'État militaire de 2014 dirigé par le général Prayuth Chan-Ocha, chef de l'armée royale thaïlandaise, le peuple thaïlandais a enduré tous les aspects de l'humiliation, de la répression et de l'oppression. Le 24 mars de cette année, Chan-Ocha a autorisé l'élection de 500 députés, mais la junte de Prayuth a conservé le droit de nommer le Sénat de 250 sièges, qui compte désormais 101 généraux militaires.

L'ouverture du Parlement a été retardée pour le couronnement du roi à la tête de l'État.

Avec la forte présence militaire au Sénat et dans tout le pays, le climat politique en Thaïlande reste empli de peurs et de spéculations, notamment parce que la population est bien consciente du fait que son nouveau chef de l'Etat n'a jamais montré le moindre signe de respect pour la démocratie.

L'élection générale du 24 mars est maintenant reconnue comme l'une des plus sales de l'histoire thaïlandaise. Au cours de la dernière décennie, les lois draconiennes de lèse-majesté en Thaïlande ont été connues dans le monde entier. La Constitution en vigueur continue de stipuler que « le roi sera intronisé dans une position de culte révééré et inviolable. Il est interdit d'exposer le roi à quelque accusation ou action que ce soit. »

Après le coup d'État militaire de 1976, l'article 112 du code pénal thaïlandais a été modifié pour stipuler que « quiconque diffame, insulte ou menace le roi (la reine, l'héritière ou le régent) est passible d'une peine de prison de 3 à 15 ans. » Plus récemment, le pouvoir absolu du chef de l'État a été renforcé par la loi sur la criminalité informatique et d'autres lois de ce type.

Les lois thaïlandaises relatives à la lèse-majesté visent directement à empêcher l'exercice effectif de la liberté de parole et d'expression ainsi qu'à la liberté de réunion, et la junte de Chan-Ocha s'est donné pour mission d'éliminer toute expression critiquant le chef de l'État. Pour la première fois depuis la répression militaire violente contre les étudiants thaïlandais en 1976, environ 200 Thaïlandais (hommes politiques, étudiants, dirigeants de communautés et artistes) ont dû fuir le pays, principalement à cause de la loi de lèse-majesté.

La junte de Prayuth a formé une brigade d'escadrons de la mort qui peut être déployée dans le monde entier pour éliminer toute voix dissidente.

Au Laos, 8 réfugiés politiques thaïlandais ont été assassinés depuis 2016, 6 au cours des 5 derniers mois.

22 juin 2016 : Itthipol Sukpaen, 29 ans

29 juillet 2017 : Wuttipong Kotchadhammakun, 47 ans

12 décembre 2018 : Surachai Daanwattananusorn, 75 ans

12 décembre 2018 : Chatchan Bubphawan, 54 ans

12 décembre 2018 : Kraidet Luelert, 47 ans

Janvier 2019 : Chucheep Chiwasut, 65 ans, Siam Theerawut, 34 ans et Kritsana Thapthai, 40 ans.

En ce moment, 6 musiciens thaïlandais au Laos sont en grand danger - ils font face à un besoin immédiat de refuge et de protection.

Il y a quatre jours (17h05), les six membres du groupe musical 'Faiyen' ont été avertis directement par une organisation internationale bien connue en Thaïlande que l'escadron de la mort de Prayuth, les mêmes qui avaient brutalement assassiné Surachai et ses amis en décembre, allait s'occuper d'eux. En ce moment, ces tueurs sont en train de se rendre au Laos à partir de la Thaïlande.

À la réception de cet avertissement, en contact avec « Action pour la démocratie populaire en Thaïlande » (ACT4DEM), Faiyen a décidé de rendre publique sa situation et ACT4DEM a lancé une campagne « #SaveFaiyen # Don'tKillFaiyen ». Grâce à Twitter, la menace à laquelle Faiyen est confronté est devenue notoire.

L'assassinat des musiciens de Faiyen serait une horrible et terrible tragédie, un affront pour les musiciens du monde entier et une nouvelle tache indélébile contre le Royaume de Thaïlande.

Ceci est une lettre aux dirigeants respectés du monde demandant à quelqu'un d'intervenir et de prendre des mesures pour protéger ces musiciens.

La Thaïlande a fourni des locaux et des installations aux bureaux des Nations Unies et à de nombreuses organisations internationales de défense des droits de l'homme, mais lorsqu'il s'agit de protéger la liberté d'expression en Thaïlande et les victimes de la loi de lèse-majesté, la réaction du pays est souvent déplorable.

Cette fois, nous demandons vraiment à vos Excellences de répondre rapidement. Vous avez le pouvoir de sauver ces citoyens exilés de conscience. S'il vous plaît prenez des mesures pour fournir à ces musiciens un sanctuaire. Ce sont des gens courageux dont la voix et la musique parlent pour des millions de personnes.

Cordialement,

Junya Yimrpasert

Action pour la démocratie populaire en Thaïlande (ACT4DEM)

Email : act4dem gmail.com

et les membres de Faiyen :

Trairong 'Khunthong' Sinseubpol

Romchalee 'Yammy' Sombulrattanakul

Nithiwat 'Jom' Wannasiri

Parinya 'Port' Cheewinkulpathom

Worravut Thueakchaiyaphum

Chaiyapruek 'Nui' Samanrak

---

**P.-S.**

• Traduction française, mardi 21 mai 2019, par ACT4DEM :  
<http://liberez-somyot.over-blog.com/2019/06/des-musiciens-thailandais-exiles-menaces-d-assassinat-par-la-junte-militaire-de-thaïlande.html>